

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte trois documents

Montrez que la diversité des formes du chômage peut orienter les politiques de l'emploi.

DOCUMENT 1

Des milliards comme s'il en pleuvait ! Les États-Unis, la Chine, le Japon ou les pays européens ont dégainé des plans de relance impressionnants, d'un montant total déclaré de plus de 2 800 milliards de dollars (2 190 milliards d'euros) sur deux ans. La dépense supplémentaire "en passe d'être décidée par les principaux pays pour 2009 et 2010 représente 5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial", selon les économistes de Natixis.

Dans ces programmes, la liste des mesures sur la fiscalité, l'appui aux industries et aux entreprises, les travaux d'infrastructures, les projets d'équipements, le soutien à la consommation ou aux ménages, donnent l'impression d'un inventaire à la Prévert. (...)

Le Fonds monétaire international (FMI), qui évalue le coût budgétaire des plans annoncés par les pays du G 20 (les 20 grandes économies développées et émergentes) à 1,5 % de leur PIB, en moyenne, en 2009, estime que leur impact permettrait d'obtenir 0,5 à 1,25 point de croissance pour l'ensemble de ces pays, atténuant ainsi la récession. L'institution prévoit en effet une croissance mondiale de 0,5 % en 2009 (- 2 % dans les pays développés et + 3,3 % dans les pays émergents et en développement), avant un rebond à 3 % en 2010. (...)

Aujourd'hui, face à la chute libre de l'activité, un effet rapide est recherché. En France, par exemple, le remboursement par anticipation de 11,4 milliards d'euros de crédit d'impôt¹ (...) répond à l'urgence. C'est aussi le cas des aides à la consommation qui entrent vite en vigueur - comme la baisse de la TVA, en décembre 2008 au Royaume-Uni - ou des baisses et des crédits d'impôts sur le revenu, surtout dans les pays effectuant les prélèvements à la source, comme aux États-Unis ou en Allemagne.

Source : « *Comment faire redémarrer l'économie ?* », RODIÈR Anne et DE TRICORNOT Adrien, Le Monde, 10 février 2009.

¹ Crédit d'impôt : mesure administrative permettant d'alléger l'impôt d'un agent économique (soit par réduction de l'impôt payé, soit par remboursement versé directement à son bénéficiaire).

DOCUMENT 2

Principaux dispositifs spécifiques de politique d'emploi en 2010 (en milliers de personnes)

	Bénéficiaires en fin d'année			
	2007	2008	2009	2010
Emploi marchand aidé	1128	1025	1002	990
<i>dont :</i>				
- exonérations et primes à l'embauche des jeunes	136	59	4	1
- exonérations et primes à l'embauche de CLD ¹	89	66	92	64
- aide à la création d'entreprise	114	131	182	210
- contrats en alternance	619	603	572	568
- accompagnement des restructurations	19	13	11	9
Emploi non marchand aidé	248	184	241	254
<i>dont :</i>				
- contrats d'Avenir	88	78	68	5
- contrats d'Accompagnement dans l'emploi	150	102	172	a
Formation des demandeurs d'emploi	237	272	361	350
<i>dont :</i>				
- Stages de formation	225	251	332	319
- Prévention du chômage de longue durée	12	21	29	31
Retraits d'activité²	512	460	405	322
Total	2125	1943	2010	1916

Champ : France métropolitaine.

Source : d'après INSEE, « Tableaux de l'Économie Française », 2010, 2011 et 2012.

¹ chômeurs de longue durée.

² essentiellement, dispensés de recherche d'emploi.

Champ : France métropolitaine. Source : INSEE, Enquête Emploi, 2010

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties.

1. *Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre de l'enseignement obligatoire.*
2. *Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.*
3. *Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :*
 - *en développant un raisonnement ;*
 - *en exploitant les documents du dossier ;*
 - *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
 - *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

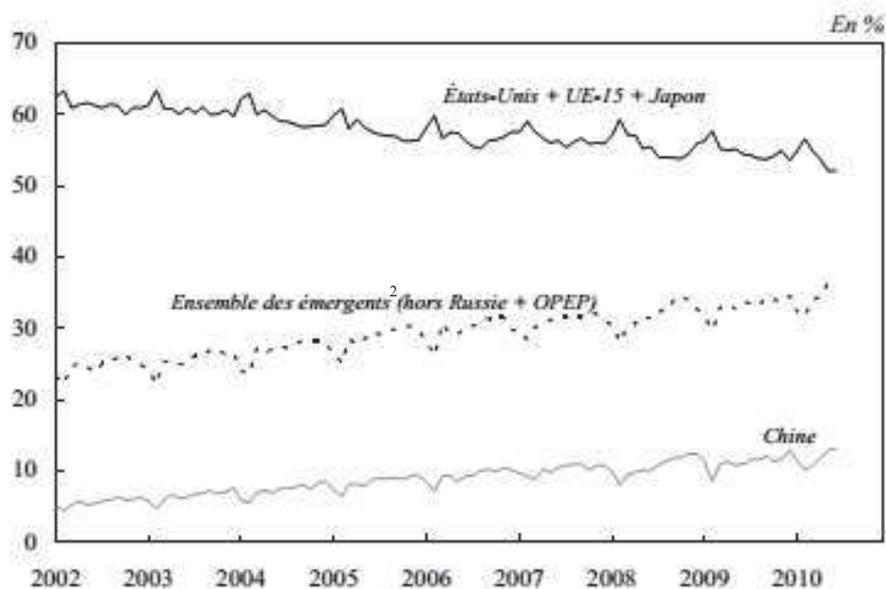
1. Quels sont les déterminants de l'offre de devises sur le marché des changes ? (3 points)
2. Pourquoi peut-on dire qu'il existe des inégalités sociales entre générations ? (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

DOCUMENT

Vous présenterez le document, puis caractériserez les principales évolutions du commerce international qu'il met en évidence.

Évolution de la part des exportations (en valeur) de différents régions, dans les exportations mondiales (hors Russie et OPEP ¹)



Source ; d'après *L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique*, ARTUS Patrick, MISTRAL Jacques, PLAGMOL Valérie, Rapport du Conseil d'Analyse Économique, 2011.

¹ OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (Arabie Saoudite, Iran, Irak, Algérie, Venezuela...).

² Pays émergents : Brésil, Inde, Chine, Mexique..,

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10points)

Cette partie comporte deux documents.

Vous montrerez que la conflictualité joue un rôle important dans la cohésion sociale.

DOCUMENT 1

S'engager dans une mobilisation, en devenir leader ou tout au moins un des animateurs les plus actifs, favorise l'accès à des responsabilités organisationnelles telles que l'obtention d'un statut de délégué syndical qui peut lui-même ensuite déboucher sur un poste de permanent, lui-même éventuel prélude à une longue carrière syndicale. Il ne s'agit toutefois pas là (...) de stratégie consciente visant explicitement à « faire carrière ». Bien davantage, cette situation concerne des individus que leur investissement dans l'action a fait « repérer » par des leaders ou permanents syndicaux qui leur proposent ensuite d'accéder à des responsabilités au sein de leur organisation. (...) En revanche, dans un secteur professionnel comme le spectacle où l'accès à de nouveaux emplois dépend en grande partie du capital social (ce que les agents désignent généralement comme « réseau »), la participation à l'action collective permet de nouer de nouveaux contacts, d'intégrer de nouveaux groupes à même de faire connaître des opportunités d'emploi ou de financement. (...)

Mais ce sont surtout les gratifications symboliques¹ (..) qui apparaissent comme les plus présentes. Le souvenir (...) de moments de mobilisation particulièrement intenses, au cours desquels il a été possible d'accéder à des lieux ou à des personnages valorisés dont on est en temps ordinaire tenu à l'écart, sont ainsi cités dans plusieurs messages sur la liste de la CIP-IDF² (...). On trouve un même sentiment de fierté d'avoir contribué à la lutte dans les propos de cette hôtesse d'accueil [de l'entreprise X] après sa première participation à un mouvement collectif : « J'étais assez fière de participer à ça parce que c'était réellement la première fois que je m'impliquais en faisant des tracts, en faisant une adresse e-mail ».

Source ; « *Les retournements de l'improbable. Les conditions de la mobilisation collective des intermittents du spectacle et des salariés de grandes librairies et de centres d'appel* », COLLOVALD Annie et MATHIEU Lilian, *Documents d'étude*, DARES, août 2008.

¹ Avantages immatériels en termes de reconnaissance par exemple.

² CIP-IDF : Coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France, qui s'est constituée fin juin 2003 à l'occasion du mouvement des intermittents contre la réforme de leur système d'indemnisation du chômage.

DOCUMENT 2

Les thèmes abordés dans les accords de branches¹ signés en 2010 et 2011

Rang 2011	Thèmes	2011 (provisoire)	2010 actualisé	Rang 2010
1	Salaires	489	456	1
2	Formation professionnelle/apprentissage	266	208	4
3	Conditions de négociation / conclusion des accords	255	217	3
4	Système et relèvement de primes	229	229	2
5	Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	167	162	7
6	Retraite complémentaire et prévoyance	152	175	5
7	Éléments du contrat de travail	148	114	8
8	Temps de travail	59	76	9
9	Conditions de travail, hygiène et sécurité	53	58	10
10	Classifications	40	57	11

Note : Ce tableau présente la fréquence des différents thèmes, sachant qu'un texte peut en aborder plusieurs.

Source ; *La négociation collective en 2011*, Rapport, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé, juin 2012.

¹ Un accord de branche est conclu entre organisations syndicales représentatives d'une branche d'activité (ex : caoutchouc, commerce de gros, etc.). Le bilan provisoire en 2011 fait état de 1195 accords de branches effectivement signés.